

Communism in Africa

Allison Drew

Department of Politics

University of York

DRAFT – not to be quoted without author's permission

Dans l'Afrique du XXe siècle, la population à prédominance rurale, essentiellement des cultivateurs d'une agriculture de subsistance, n'offrait pas un terrain favorable pour le Communisme. qui considérait la classe ouvrière urbaine comme la force motrice du changement politique et socio-économique.

En outre, l'Internationale communiste (Komintern) était beaucoup plus préoccupée par l'Europe et l'Asie, même si elle condamnait périodiquement les communistes dans les pays impérialistes pour leur manque d'attention aux peuples colonisés en Afrique.

En dépit de ces circonstances en apparence défavorables, le communisme a pris pied le long des zones côtières où les ports en relation avec les pays européens, permettaient la circulation des idées, et où les chemins de fer et des routes favorisaient la pénétration de la littérature communiste.

Ce siècle a vu une très forte augmentation de la population, de 142 millions en 1920, la population a augmenté à plus de 200 millions en 1950 et 600 millions en 1990.

L'urbanisation croissante et l'amélioration des transports semblent avoir facilité la propagation des idées communistes.¹

Pourtant, en dépit de sa présence, le communisme est resté un mouvement faible en Afrique, bien que parfois son influence ait été plus grande que ce que suggérait son implantation.

Dans l'indépendance postcoloniale quelques trente-cinq Etats africains ont prétendu être communistes ou socialistes, mais dans leur écrasante majorité ce choix était plus celui de dirigeants que de mobilisations à la base.

Cela souligne la distinction entre le communisme, mouvement soumis à la répression étatique, et une politique d'État pour promouvoir un développement de haut en bas.

Le fait que l'économie politique ait été orientée vers l'extérieur du continent fut sans doute la raison sous-jacente à la faiblesse du communisme comme mouvement, même si la négligence relative de l'Afrique par les communistes à l'étranger a accentué ce problème.

La domination coloniale des puissances européennes impliquait que la production était conditionnée par la demande de l'étranger.

Ainsi, l'économie régionale de l'Afrique de l'Ouest s'est organisé autour de l'exportation de produits agricoles et l'importation de produits manufacturés.

Ses petits exploitants agricoles et des exploitations capitalistes n'étaient pas un terreau propice au développement des idées communistes ; cependant, les liaisons entre l'Afrique de l'Ouest et l'Europe ont permis la diffusion des idées communistes.

En Afrique de l'Est, à l'opposé, les Africains dépossédés de leurs terres sont devenus des ouvriers agricoles dans les plantations de thé et de café destinées au marché international, mais les Africains avaient moins de contact avec l'Europe, et l'influence communiste y était moindre.

¹ John Iliffe, *Africans: The history of a continent* (Cambridge: Cambridge University, 1995), 241, 243.

En Afrique centrale les puissances coloniales avaient attribué des terres à des entreprises étrangères, lesquelles orientaient leurs productions vers l'exportation ; le communisme n'a pratiquement pas progressé à l'intérieur du continent.

En Afrique du Sud, les Africains ont été soumis à la dépossession généralisée de leurs terres. En Afrique du Sud, près de quatre vingt dix pour cent de la terre a été confisquée par des colons blancs, les réserves minérales ont facilité le développement industriel et l'émergence d'une classe ouvrière industrielle (2).

L'Afrique du Nord² - en particulier l'Algérie - a également été caractérisée par la dépossession importante des terres, et la prolétarisation.

Au nord et au sud du continent africain, les orientations politiques et économiques, et le contact avec l'Europe ont favorisé la propagation du communisme.

La présence communiste en Afrique se rattache à deux grandes catégories.

En premier lieu des initiatives locales communistes ont participé à la création de mouvements anticoloniaux et démocratiques. Elles ont commencé dans les années 1920 et 1930 et ont continué dans l'après-guerre ; leurs succès reflétaient leurs capacités à tisser des liens avec les mouvements anticoloniaux et nationalistes.

En deuxième lieu, nous avons des initiatives dirigées par les Etats au cours de la période post-coloniale des indépendances, lorsque les Etats à parti unique ont choisi le communisme comme modèle de développement.

En Afrique du Sud l'expérience a été différente. Le mouvement communiste et socialiste a une longue histoire, mais son Parti communiste n'a jamais conquis le pouvoir. Au lieu de cela, l'alliance conclue avec la principale organisation nationaliste pendant la Seconde Guerre mondiale a persisté dans la période post-apartheid lui donnant une certaine - bien que très limitée - influence sur la politique de l'État.

Initiatives communistes entre la Première et la Seconde guerre mondiale

Bien que la conquête coloniale de l'Afrique ait culminé en 1920, au moment où les perspectives de révolution en Europe étaient effectivement finies, le Komintern a commencé à étudier les mouvements de libération anti-coloniale et nationalistes comme moyen pour affaiblir l'impérialisme. L'« Université communiste des travailleurs de l'Orient » (KUTV), basée à Moscou, a été lancée en 1921 et après quelques années elle y a admis des Africains et des Afro-Américains³. Le Komintern organisa une campagne internationale contre le colonialisme et l'impérialisme, et un « Congrès des nations opprimées » eut lieu à Bruxelles en Février 1927, en présence de 174 délégués venus de trente-et-un pays, mais seulement quelques-uns étaient des Africains.

Le congrès a été l'occasion de la fondation de la « Ligue contre l'impérialisme », qui a insisté sur la liberté et l'égalité des Africains et leur droit à se gouverner par eux mêmes.

L'année suivante, en 1928, le « *Comintern's Red International of Labour Unions (RILU ou « Profintern »)* » crée l'« *International Trade Union Committee of Negro Workers (ITUCNW)* » pour propager l'influence communiste dans les régions colonisées.

Il publie le *Negro Worker*, qui fut édité par le communiste George Padmore originaire de Trinidad, et diffusé en Afrique.

² Samir Amin, 'Underdevelopment and Dependence in Black Africa--Origins and Contemporary Forms', *Journal of Modern African Studies*, 10, 4 (December 1972), 503-24; Sam Moyo, 'The Land Question in Southern Africa: A comparative review', in Lungisile Ntsebeza and Ruth Hall, eds., *The Land Question in South Africa: The challenge of transformation and redistribution* (Cape Town: HSRC, 2007), 60-84, 61-2.

³ Woodford McClellan, 'Africans and Black Americans in the Comintern Schools, 1925-1934', *The International Journal of African Historical Studies*, 26, (1993), 371-90.

Pourtant, bien que les années 1920 furent une décennie de construction de routes, et que les transports des personnes et des biens avec des camions devenaient habituels dans de nombreuses régions, la diffusion des idées communistes est restée très limitée.⁴

Cela n'est pas surprenant, le communisme était le mieux implanté dans les sociétés de colons de l'Algérie et de l'Afrique du Sud, qui avaient un certain degré de développement industriel et où des travailleurs d'outre-mer avaient apporté leur syndicat et les traditions socialistes. Mais dans les deux cas les communistes ont rencontré de grandes difficultés. Trois facteurs sont essentiels dans la compréhension de leurs différentes expériences - la structure de classe, la géopolitique, et la répression.

Bien que les conditions structurelles qui entravaient le développement du communisme ont sans doute été plus difficiles en Algérie qu'en Afrique du Sud, ces deux cas illustrent comment la géopolitique a pu orienter les deux partis communistes sur des chemins différents, cela allant à l'encontre de la position du Komintern d'appliquer des politiques universelles à des niveaux locaux et des conditions régionales différents.

L'Algérie et l'Afrique du Sud partagent de manière frappante des expériences coloniales similaires. Les deux ont été soumises par des conquêtes militaires brutales qui ont miné les systèmes sociaux autochtones et dénigré les cultures locales.

Pendant que les Européens s'approprièrent les terres arables, les terres disponibles pour les populations autochtones s'amenuisaient, les conduisant au métayage, et entraînant le développement d'un prolétariat agricole, en acculant la main-d'œuvre à l'émigration.

Ce processus a abouti à la formation de classes laborieuses urbaines divisées de façon rigide.

Les Algériens musulmans et les Sud-Africains noirs ont été soumis à d'extrêmes inégalités vis-à-vis de leurs homologues européens et blanc.

Pourtant, les deux pays ont présenté des modèles différents de prolétarisation et d'urbanisation, et des implications conséquentes dans leur organisation politique.

L'Algérie a été moins urbanisée que l'Afrique du Sud sur des périodes comparables, et un grand nombre de travailleurs algériens ont migré vers les zones industrielles de la France, à l'origine d'un prolétariat déplacé.

Ce processus a eu de profondes répercussions sur l'organisation politique : la première organisation nationale des travailleurs - l'*Étoile Nord-Africaine [Afrique du Nord Star]* - a été créée à Paris en 1926, et reflète ce déplacement (du prolétariat Ndlr).

Par comparaison, les travailleurs migrants d'Afrique du Sud venaient à Johannesburg, Cape Town et Durban, et la première organisation nationale de travailleurs - *the Industrial and Commercial Workers' Union* - a été créée à Cape Town en 1919.

Les modèles contrastés de prolétarisation et d'urbanisation ont posé des contraintes spécifiques au développement organisationnel de ces différentes classes de travailleurs.

Fondamentalement l'Algérie, proche géographiquement de l'Europe et qui avait une relation coloniale avec la France, ressentait les effets des événements européens très intensément, en contraste marqué avec l'Afrique du Sud, dont l'autonomie politique et la distance de l'Europe signifiaient que, à quelques brèves exceptions près, les communistes locaux étaient plutôt concernés par les affaires nationales plutôt que par les affaires européennes.

Les relations du Komintern avec les communistes en Algérie et en Afrique du Sud ont également présenté des différences marquées.

Le Komintern donnait la priorité aux pays et régions qui, selon elle, présentaient une importance internationale.

⁴ Hakim Adi, 'The Communist Movement in West Africa', *Science and Society*, 61, 1 (Spring 1997), 94-9, 94-6; Allison Drew, *Discordant Comrades: Identities and Loyalties on the South African Left* (Aldershot: Ashgate, 2000), 96; Iliffe, *Africans*, 212.

Cela incluait nécessairement le parti communiste français, avec lequel la relation était fréquemment tendue. En conséquence, le Komintern est intervenu en Algérie plus tôt que dans l'Afrique du Sud.

Promouvoir le communisme en Algérie était particulièrement complexe, si l'on considère à la fois que la France industrielle déclarait que l'Algérie était son bien propre, et que la seule influence devait y être celle du Parti communiste français (PCF), cela par rapport à l'Afrique du Sud.

Dès les premiers jours les communistes algériens ont été tiraillés entre l'international et le national.

Il n'y a pas de doute que cette tension découlait de la création de leur organisation, en décembre 1920, en tant que région du PCF, localement les membres étaient en grande majorité d'origine européenne.

Comme le Komintern mettait davantage l'accent sur les luttes nationales et anti-coloniales, il a insisté pour que les partis communistes dans les régions colonisées construisent une affinité avec les nationaux opprimés ; après beaucoup de discussions et de nombreuses expulsions, les communistes locaux ont commencé à appeler pour une Algérie indépendante.

L'activité communiste au milieu des années 1920 en Algérie se développa dans un climat répressif.

Les peines d'emprisonnement, les sentences, tout l'arsenal répressif contre les communistes ont été de loin très supérieur en Algérie qu'il ne l'ont été en Afrique du Sud – cela était la conséquence du contrôle colonial français et du contexte géopolitique de cette époque avec la *Guerre du Rif*, alors que l'Afrique du Sud connaissait une autonomie politique.

Une clé dynamique pendant l'entre deux guerres a concerné les possibilités d'alliances des Communistes avec d'autres mouvements.

Les priorités géopolitiques du Komintern entraînaient que ses politiques étaient introduites et mises en œuvre à des moments différents, et dans différents pays, et cette diversité eut des répercussions sur les capacités des communistes locaux à nouer des alliances.

Cela est évident dans le *New Line* (nouvelle orientation) de classe contre classe, qui a conduit à des purges de la première génération des communistes partout dans le monde et à l'effondrement des alliances des communistes avec d'autres groupes.

Le Komintern faisait valoir que le capitalisme était sur le bord d'un effondrement imminent.

Le slogan «classe contre classe» soulignait que les communistes avaient à combattre les politiques réformistes et social-démocrates qui détournaient la classe ouvrière de la lutte contre le capitalisme.

En Algérie, le *New Line* a été mis en œuvre plus tard en 1927-28. En 1930-1931 le Parti communiste local s'est stabilisée dans le contexte du *New Line*, et il a été en mesure de nouer des alliances, quoique de courte durée, avec les mouvements paysans et avec le Mouvement islamique réformiste en expansion.

Mais en Afrique du Sud, le *New Line* fut introduite plus tard, fin 1930, et l'année suivante les figures fondatrices du parti en ont été expulsées.

Au cours des deux années suivantes, l'adhésion au Parti s'est effondrée, et le CPSA s'est consumé en se fractionnant jusqu'au milieu des années 1930.⁵

En 1934, le Komintern adopta le *Popular Front*, en insistant sur la possibilité d'alliance la plus large de la classe ouvrière avec les forces démocratiques pour combattre le fascisme, et reconnut essentiellement l'échec de la ligne politique de «classe contre classe».

Alors qu'il était possible de combiner les luttes anti-fascistes et anti-coloniales, cela n'arriva pas dans le cas de l'Algérie.

Le soutien critique du PCF au gouvernement du Front populaire en France le conduisit à modérer sa position anti-coloniale, de sorte que l'anti-fascisme et l'anti-colonialisme ont commencé à être posés en termes dichotomiques.

⁵ Allison Drew, 'Bolshevizing Communist Parties – the Algerian and South African Experiences,' *International Review of Social History*, 48 (2003), 167-202.

Même si le *Parti communiste algérien* (PCA) autonome fut créé en Octobre 1936, il continua à suivre le PCF, qui, lui, avait fait machine arrière sur la demande de l'indépendance.

Ironiquement, malgré son autonomie organisationnelle formelle, la période du Front populaire attacha encore plus fermement le PCA au Parti communiste français.⁶

En Afrique du Sud l'attaque des droits des Noirs s'accélérait. Le CPSA était resté la proie de ses querelles intestines.

En Mars 1936, pour résoudre la situation, le Komintern convoqua une commission à Moscou, qui permit la montée de Moïse Kotane, dont l'accent sur le renforcement des alliances larges concordait avec la stratégie de Front populaire.

Le Parti reprit une grande partie de sa force et gagna le retour de ses principaux membres.

Les communistes en entente avec le Congrès national africain (ANC) utilisèrent les institutions politiques de l'Etat à division raciste comme les plates-formes de propagande.

Contrairement à l'expérience algérienne, les purges du *New Line* du CPSA avaient été à l'origine d'un mouvement trotskyste, qui appela au boycott des institutions de l'apartheid ; le principe du boycott était devenu une caractéristique du trotskysme local.

Le socialisme sud-africain s'est donc retrouvé à la fois idéologiquement et racialement divisé ; les travailleurs blancs ont fermement refusé de soutenir les droits des Noirs, et le CPSA n'a pas pu construire un Front populaire au dessus de la fracture raciale.⁷

Ainsi, au début de la Seconde Guerre mondiale, les expériences du PCA et du CPSA avaient chaque fois été différentes et divergentes, conséquences de facteurs structurels et géopolitiques.

Le rôle important des contextes régionaux dans la compréhension de l'impact du communisme est souligné par l'expérience ouest-africaine.

Le communisme pénétra dans l'Afrique occidentale française en grande partie par le mouvement syndical.

De même que les Algériens, d'autres travailleurs africains en France rejoignirent les syndicats dans la *Confédération générale du travail* (CGT), qui avait établi des filiales dans les colonies.

A travers la CGT, ils entrèrent en contact avec le PCF, lequel entraînait les Africains en France pour la formation dans son école du Parti.

Dakar, centre industriel, commercial et administratif de l'Afrique occidentale française, était également un nœud ferroviaire, et les travailleurs et les intellectuels qui passaient par Dakar pouvaient entendre et lire sur les idées communistes.⁸

Dans les colonies britanniques des idées communistes se transmettaient par l'intermédiaire des personnes qui étudiaient à l'étranger ou encore par les travailleurs des syndicats des transports ayant des relations internationales, tels *l'Union de la Sierra Leone cheminots* (*Sierra Leone Railwaymen's Union*) et de *l'Internationale des travailleurs et des marins du port* (*International of Seamen and Harbour Workers*), affiliés à la ITUCNW.

Celui-ci organisa une Conférence internationale des travailleurs noirs à Hambourg, en Juillet 1930, à laquelle ont assisté plusieurs Africains de l'Ouest, y compris Wallace-Johnson, organisateur de l'ITA, du *Sierra Leonean labour*, qui contribuait au *Negro Worker*.

⁶⁶ Emmanuel Sivan, *Communisme et Nationalisme en Algérie, 1920-1962* (Paris: Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1976), 82-116.

⁷ Drew, *Discordant Comrades*, 199-224.

⁸ Guy Pfeffermann, 'Trade Unions and Politics in French West Africa during the Fourth Republic', *African Affairs*, 66, 264 (July 1967), 213-30, 215; Frederick Cooper, *Decolonization and African Society: The labor question in French and British Africa* (Cambridge: Cambridge University, 1996), 73-107.

Alors que la répression entravait la propagande communiste dans les colonies françaises et britanniques, l'absence d'une classe ouvrière industrielle significative, associée à la prévalence des petits exploitants et des fermiers capitalistes en Afrique de l'Ouest, étaient des facteurs beaucoup plus importants dans le façonnement d'un environnement qui n'était pas facilement réceptif aux idées communistes.

L'Afrique de l'Est Britannique connut une influence communiste nettement moindre : le Kenyan Jomo Kenyatta a étudié à KUTV, mais en dehors de rares contacts individuels, la région a été encore moins accessible aux idées communistes.⁹

La Seconde Guerre mondiale

La Seconde Guerre mondiale renforça l'orientation du Komintern sur l'Europe et l'Asie, et depuis cette époque sur les expériences de l'Algérie et de l'Afrique du Sud qui divergeaient nettement. Les similitudes sociologiques persistaient - populations rurales déplacées vers les villes, où ils vivent dans des bidonvilles à l'étroit, et y survivent grâce à des emplois formels et informels ; l'agitation ouvrière a marqué les années de guerre. Mais politiquement, les communistes activaient dans des conditions très différentes.

L'Algérie proche géographiquement de l'Europe déchirée par la guerre sentait que le contexte de la période de la guerre affaiblissait le petit PCA.

En Septembre 1939 à la fois le PCF et le PCA ont été interdits, et sont restés illégaux jusqu'à ce Juillet 1943.

La chute de la France et l'établissement du régime de Vichy en Juin 1940 apporta une nouvelle vague de répression en Algérie ; les communistes ont été soumis à de longues peines de prison, la torture et des condamnations à mort.

Pendant le déploiement de la guerre, l'espace public qui leur avait été ouvert pendant la période du Front populaire, se rétractait. Il n'est pas surprenant, que la politique du PCA sur l'indépendance changea considérablement.

De 1939 jusqu'en 1941, alors que le Komintern caractérisait la guerre comme le produit de la rivalité inter-impérialiste, le PCA appela à l'indépendance pour affaiblir l'impérialisme français. Mais à partir de Juin 1941, lorsque l'Union soviétique entra en guerre et que ses sections nationales lui emboîtèrent le pas, et surtout après qu'Alger soit devenu la capitale de la France Libre, le PCF réussit une fois de plus à promouvoir ses propres analyses et programmes avec l'affaiblissement du PCA.

Son ordre du jour donnait la priorité à la lutte anti-fasciste et considérait le mouvement pour l'indépendance algérienne comme une diversion.

L'entrée en guerre des anglo-américains en Novembre 1942 a entraîné une certaine libéralisation politique, mais seulement après Février 1943, lorsque l'Union soviétique gagna finalement la bataille de Stalingrad, certains membres du PCF furent libérés de leur internement.

Les membres du PCA ont dû attendre plus longtemps, ce qui permit au PCF de faire une percée politique en Algérie. L'année 1943 apporta une libéralisation limitée à travers le Maghreb.

Comme en Algérie, des branches du PCF ont été formées au Maroc et en Tunisie.

En 1943, le Parti communiste marocain autonome voit le jour, et le Parti communiste tunisien, créé à l'autonome 1934, puis interdit pendant la période de Vichy, est légalisé.

⁹ Adi, 'Communist Movement', 95-6; McClellan, 'Africans', 378-80.

En mai 1945, alors que la libération est proclamée en France, les colons européens massacrent des dizaines de milliers de musulmans dans l'est de l'Algérie. Analysant ces événements à travers le prisme de la lutte anti-fasciste, les Partis communistes français et algérien ont été lents à condamner le massacre de Sétif. Ainsi, alors que le rôle du PCF dans la résistance lui donne un statut de héros aux yeux de certains groupes de la société française, les Algériens étaient, au mieux, ambivalents à l'égard des communistes et plus souvent cyniques¹⁰.

La guerre eut un impact résolument différent sur les communistes Sud-africains. Communistes et trotskistes s'opposèrent initialement ensemble à la guerre. Mais lorsqu'Hitler eut envahi l'Union soviétique, le CPSA s'associa à l'effort de guerre. Cela lui apporta une nouvelle légitimité et lui permit de réaliser une audience appréciable chez les travailleurs blancs et les soldats.

Bien que le CPSA se positionna contre la grève, elle a appuyé les revendications des travailleurs africains pour une meilleure rémunération et l'amélioration des conditions de travail, et par conséquent ses membres prirent des positions de leaders dans les syndicats à la fois noirs et blancs.

Dans la foulée de la grève des mineurs sud-africains de 1946, violemment réprimée par l'état - cinquante-deux personnes - communistes, membres de l'ANC et syndicalistes - ont été accusés de complot ; les principaux chefs d'accusation ont été abandonnés et les accusés condamnés à une amende.

La répression commune à laquelle les communistes et les nationalistes ont été soumis a renforcé la relation qui s'était forgée au cours de leurs alliances tactiques, établissant la base pour une alliance stratégique dans l'après-guerre.

Ainsi, alors que le PCA sortait de la guerre affaibli et souvent déconsidéré par les nationalistes algériens, le CPSA avait, lui, construit une solide alliance avec les nationalistes africains.¹¹

La guerre froide et la répression du communisme

Au lendemain immédiat de la guerre, les pouvoirs impérialistes ont accéléré leur pillage des richesses de l'Afrique pour financer leur propre reconstruction. Ceci a été accompagné par des mouvements sociaux à travers le continent. En plus de Johannesburg, les grèves ont éclaté à Dakar, Mombasa, Dar es-Salaam, Zanzibar, Bulawayo, la Gold Coast et le Nigeria, et à travers les chemins de fer de l'Afrique occidentale française.¹²

La *Guerre Froide*, commencée en 1946, s'est avérée un outil idéologique important contre des militants de gauche qui cherchaient à faire des incursions parmi ces groupes mécontents. Cela était particulièrement vrai en Afrique du Sud, où le gouvernement de l'apartheid utilisa l'anti-communisme comme prétexte à la répression des aspirations nationalistes africaines et conserva les alliés occidentaux.

Mais cette période fut aussi marquée par l'affaiblissement du pouvoir impérialiste, en même temps que se levaient les luttes anti-coloniales. En Algérie et en

¹⁰ Sivan, *Communisme*, 117-61.

¹¹ Drew, *Discordant Comrades*; 225-62.

¹² Cooper, *Decolonization*, 225-7.

Afrique du Sud les trajectoires des deux partis communistes ont divergé encore plus, entraînés par les contextes de développements de leurs pays. En Afrique du Sud l'élection du *Parti national* sur une plate-forme d'apartheid en mai 1948 amena une plus grande répression.

En Janvier 1949, la Conférence nationale du CPSA se réclama de 2482 membres, mais seulement 992 avaient réglé leurs cotisations.

La direction ne pouvait pas décider comment réagir à la répression croissante et n'a fait aucune tentative pour passer dans la clandestinité. En Juin 1950, la « *Suppression of Communism Act* » (*la Loi sur la répression du communisme*)- manifestation sud-africaine de la *Guerre Froide* - a interdit le CPSA, et donna le pouvoir à l'état d'agir contre un large éventail de critiques. Le Comité central du CPSA dissolvait le Parti, laissant les membres confus et démoralisés.

Trois ans plus tard fut formé le Parti communiste Sud Africain - *South African Communist Party* (SACP). Alors que le CPSA avait donné la priorité à l'organisation de la classe ouvrière, et à la lutte des classes, le SACP souligne la collaboration plus étroite avec le Mouvement nationaliste africain, en donnant la priorité aux alliances politiques sur le développement d'un profil indépendant.

Ceux qui ont rejoint le SACP l'ont fait en raison de leur volonté de combattre l'apartheid, et ils n'ont pas été formés à l'internationale communiste mondiale vis-à-vis de laquelle la plupart sont restés dans un conservatisme dépourvu d'esprit critique. Ainsi, lorsque le Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS) a critiqué Staline au vingtième congrès, en 1956, Michael Harmel, pilier du SACP, applaudit le PCUS pour sa condamnation du culte de Staline, tout en louant Staline d'avoir promu le développement économique et la lutte contre le trotskysme. L'engagement de la SACP à la lutte de libération nationale le met à l'abri des pressions pour répondre de ses relations avec l'URSS.

Au cours de ses sept premières années, le SACP n'a fait aucune déclaration publique. Au lieu de cela, les communistes ont individuellement travaillé avec l'ANC et ses alliés de l'Alliance du Congrès. La relation des communistes et des nationalistes a été encore renforcée par le *Treason Trial* (procès pour trahison) de 1956 à 1961, dans lequel la quasi-totalité des responsables du *Congress Alliance* fut accusé de trahison et de complot en vue de recourir à la violence - pour finalement être reconnu non coupable. Plusieurs leaders nationalistes africains rejoignirent le SACP à cette époque ; le chevauchement des adhésions au niveau du leadership était fréquent.

Cette relation étroite a eu ses détracteurs ; en 1959 des *Africanistes* mécontents se séparent de l'ANC ; dénonçant la domination blanche et communiste et forment le Congrès pan-africain (*Pan-Africanist Congress*).

Pourtant, cela n'a pas empêché les communistes sud-africains de faire valoir que leur mouvement avait fusionné avec le mouvement national de libération. Après la Marche de 1960 et les massacres de Sharpeville-Langa, le gouvernement imposa une série d'états d'urgence, et interdit de nombreuses organisations politiques et militants. Les communistes entrent dans la clandestinité et l'exil, et les communistes et les nationalistes africains lancent conjointement *Umkhonto we Sizwe* [*Lance de la Nation*] (*MK*) pour mener la lutte armée.¹³

En Algérie, en attendant, le PCA a repensé son approche du mouvement nationaliste algérien, dans le sillage du massacre de Sétif et commence à faire campagne sérieusement contre la répression étatique. A la fin des années 1940 des jeunes Algériens se radicalisent, et gravitent vers le PCA, à la fois en raison du manque de tolérance au sein du mouvement nationaliste - une intolérance qui a finalement conduit à sa fragmentation destructrice - et aussi parce que les organisations nationalistes n'offrent pas de réponse aux problèmes de la pauvreté, des inégalités et de la justice sociale. Compte tenu de cette évolution démographique, et alors que la pression du mouvement de libération nationale est en plein essor, la politique du PCA devient plus autonome vis-à-vis du PCF, avec toutefois des exceptions.

¹³ Drew, *Discordant Comrades*, 263-74; Eddy Maloka, *The South African Communist Party in Exile, 1963-1990* (East Lansing: Michigan State, 2002), chaps. 1-2.

Une conséquence de l'agitation anticoloniale fut une augmentation de la propagation internationale des idées d'émancipation de la domination coloniale, ainsi les mouvements de libération cherchaient à apprendre –échanger- leurs expériences les uns avec les autres. Les luttes armées en Tunisie et au Maroc - et en premier la victoire vietnamienne sur la France à Dien Bien Phu – ont amené les communistes et les nationalistes à se confronter à la possibilité de lutte de guérilla en Algérie. Malgré le soutien du PCA aux Vietnamiens, il a été lent à rejoindre la lutte armée lancée par le *Front de libération nationale* (FLN) en Novembre 1954. Mais poussé par ses militants ruraux, il a formé ses propres détachements armés. Alors que le FLN visait à rassembler tous les Algériens dans ses rangs, le PCA a insisté sur le maintien de son autonomie organisationnelle, mais en Juillet 1956 ses combattants armés ont été intégrés dans l'*Armée de libération nationale* du FLN. Pourtant, cela n'a pas empêché les suspicions du FLN envers les communistes, beaucoup d'entre eux ont été tués pendant la guerre - à la fois par les Français et par des nationalistes algériens.

Alors que le paysage algérien était balayé par la guerre, dans les villes, l'organisation politique urbaine devenait de plus en plus difficile, creusant le décalage entre les villes et les campagnes. Dirigé par Bachir Hadj-Ali et Sadek Hadjeres à l'intérieur du pays et Larbi Bouhali en exil, le PCA clandestin a soutenu que, bien que restreint, il y avait encore un espace public pour l'organisation et la manifestation de la société civile. Cependant le FLN ne s'est jamais orienté vers l'unité, et son intolérance à une organisation pluraliste a laissé peu d'espace politique pour le PCA. Entraîné dans la lutte armée, le PCA a maintenu son organisation, autonome du FLN, tandis que son programme a montré une indépendance croissante vis-à-vis du PCF.

La guerre terminée, nonobstant l'euphorie de l'indépendance, la discorde au sein du FLN éclata au grand jour. Né pour unir le peuple algérien à travers la guerre, le FLN avait à ce moment rempli sa tâche. L'unité promulguée au cours de la guerre comme nécessaire pour la victoire devint un modèle pour l'Algérie nouvelle. L'armée, formée pour mener une guerre sans merci et forger une unité qui ne souffrait aucune opposition, a émergé de la guerre, plus puissante que le parti. Cette force devint l'arbitre de toutes les questions politiques. Le PCA, avec ses rangs décimés, ne pouvait que difficilement contester ce nouvel état. Pendant que le FLN poursuivait les négociations d'État à État avec l'Union soviétique, il interdit le PCA en Novembre 1962 et se proclama lui-même comme le seul parti légal l'année suivante.¹⁴

Dans toute l'Afrique, les dirigeants des luttes de libération ont été en contact les uns avec les autres. En Mars 1962 deux dirigeants de l'ANC rencontrèrent des représentants du FLN. De même, les communistes Sud-africains rencontrèrent des communistes algériens. La leçon que le SACP tira de l'expérience du PCA était la nécessité de renforcer son alliance stratégique avec l'ANC. La leçon qu'il tira de l'expérience du FLN était la nécessité de construire l'unité, d'établir des liens entre ville et campagne, de développer des bases extérieures, pour lancer la lutte armée et maintenir ouvertes les possibilités de négociation.

Une fois de plus, l'expérience ouest-africaine fut un contrepoint important. Dans les années d'après-guerre l'influence communiste en *Afrique occidentale française* était sans doute plus grande que dans les colonies britanniques en raison de la coordination des travaux du PCF et la CGT et de la formation fournie par le PCF en France. Pour Walter Kolarz, plus d'Africains ont étudié le marxisme à Paris qu'à Moscou, Pékin, Prague ou Leipzig réunies. Le colonialisme français a été beaucoup plus préoccupé par la culture et l'idéologie que son homologue britannique, et le PCF, avait de plus vastes et meilleures ressources que le Parti communiste de Grande-Bretagne (CPGB), il était plus concerné par la diffusion de la culture et des idées, en dépit de son ambiguïté sur la question de l'indépendance des colonies. Ainsi, en Afrique de l'Ouest, le *Rassemblement Démocratique Africain* (RDA), parti anticolonial créée en 1946 par l'Ivoirien Félix

¹⁴ Sivan, *Communisme*, 206-62.

Houphouët-Boigny, avait à l'origine des liens avec le PCF. Mais dans les années 1950, pendant que la guerre froide s'intensifiait, Houphouët-Boigny orienta le RDA dans une direction modérée.

Dans les colonies britanniques, les idées marxistes ont eu une influence relativement plus importante au Nigeria que chez ses voisins, influence due probablement à l'importance plus grande du mouvement des travailleurs. Les cercles marxistes au Nigeria ont sollicité l'appui de la CPGB, qui avait en même temps des filiales au Nigeria et dans l'Afrique de l'Ouest. Mais les marxistes nigériens ne furent jamais assez forts pour développer une mobilisation de la masse /base ou pour former un Parti nigérian communiste, et dans les années 1950, les communistes nigériens furent interdits de la fonction publique. Ainsi, les groupes marxistes et les personnalités influentes, bien que dispersés, le communisme est resté extrêmement faible dans cette région.¹⁵

L'indépendance post-coloniale, le « socialisme africain » et le non-alignement

L'indépendance ouvrait des nouvelles possibilités pour l'influence communiste en Afrique. Le capitalisme était terni de par son association avec le colonialisme, et l'URSS espérait que les Etats africains indépendants suivraient son modèle. Elle a continué à offrir éducation et formation pour des personnes en provenance des pays en développement à travers des organismes tels que le « *Communist-aligned World Federation of Trade Unions* » (*Fédération syndicale mondiale communiste*) et « *International Organization of Journalists* » (*Organisation internationale des journalistes*), dont le siège était à Prague. La mort de Staline avait desserré la domination soviétique sur le monde communiste, qui, après la révolution chinoise, commença progressivement à devenir polycentriste. Néanmoins, les six partis communistes africains représentés au Vingt-deuxième Congrès du PCUS en Octobre 1961 reconnaissaient encore l'URSS comme guide. Ces partis étaient ceux de l'Algérie, la Tunisie, le Maroc, l'Afrique du Sud, le Soudan (parti fondé avec l'aide des communistes égyptiens en 1946), et de la Réunion (parti fondé en tant que région du PCF en 1946, et en tant que parti autonome en 1959). Les Communistes en Afrique ont été confrontés à des conditions très dures : seulement dans la Tunisie et la Réunion les partis avaient une existence légale, et en Egypte le mouvement communiste ancien de longue date, mais fragmenté, a été fortement réprimé. Kolarz estime à quelque 50.000 le nombre des communistes en Afrique vers Octobre 1961, mais à en juger par les membres du SACP et du PCA, cette évaluation est surestimée¹⁶.

La concurrence entre les superpuissances s'intensifia, et ces deux pouvoirs cherchaient à attirer les pays nouvellement indépendants dans leur orbite. Mais si les Etats africains étaient souvent méfiants envers le capitalisme, ils ne se sont pas précipités pour adopter le communisme. Au lieu de cela, le socialisme africain s'est orienté vers une approche dominante de gauche dans les années 1960 et 1970. Ses partisans préconisèrent une voie africaine vers le socialisme, celui qui offrirait, une approche non-alignée et pragmatique du développement. Tandis que les valeurs communes qu'ils reconnaissaient dans l'Afrique pré-coloniale et l'absence relative de classes et de lutte des classes auraient pu être susceptibles de former la base d'une voie africaine du développement, ils ont interprété le socialisme africain pour qu'il reflète les besoins variés de leurs pays.

Mais le socialisme africain qui se revendiquait de refléter des valeurs pré-coloniales, a été appliqué à des sociétés qui avaient été transformées de façon marquée par l'expérience coloniale et de manières différentes. Le Ghana, indépendant en 1957, est devenu un phare pour le socialisme africain, et George Padmore, longuement déçu par le communisme, se déplaça là pour travailler avec Nkrumah. Padmore situait le socialisme africain dans le cadre d'un triple

¹⁵ Walter Kolarz, 'The Impact of Communism on West Africa,' *International Affairs*, 38, 2, April 1962, 156-69, 158-9; Pfeffermann, 'Trade Unions', 218-19; Adi, 'Communist Movement', 96-7.

¹⁶ Kolarz, 'Impact of Communism', 156.

mouvement révolutionnaire englobant l'autodétermination nationale, la révolution sociale et l'unité du continent. Nkrumah, contrairement à l'orientation vers le milieu rural de la plupart des socialistes africains, a souligné le développement à grande échelle des ressources énergétiques pour promouvoir l'industrialisation rapide. Mais le Ghana est rapidement devenu lourdement endetté, et Nkrumah est devenu de plus en plus intolérant à la critique. En 1964, il s'autoproclama président à vie et interdit les partis d'opposition, pour se trouver renversé deux ans plus tard, contraignant l'expérience socialiste du Ghana à une halte.¹⁷

Le tanzanien Julius Nyerere promut l' *ujamaa ou familyhood*, avec la famille élargie comme pierre angulaire du développement de l'Afrique. Mais Nyerere a également estimé que les différences sociales pourraient être conciliées dans un seul parti. Il a commencé le déplacement forcé des populations rurales dans des villages collectifs, qui se sont révélés politiquement impopulaires et économiquement non-viables.¹⁸

AM Babu, un activiste intellectuel influent de Zanzibar, emprisonné par Nyere, écrivit une critique sévère du socialisme africain, faisant valoir que ses architectes poursuivaient des stratégies d'exportation qui perpétuaient la dépendance économique de l'Afrique. Il plaida pour l'organisation de la classe ouvrière et le développement des forces productives de l'Afrique. Cette doctrine a été discréditée à la fois par les échecs des projets économiques et par la répression des régimes à parti unique qui exercèrent le pouvoir en leur nom.¹⁹

Bien que n'étant pas attaché au socialisme africain, le FLN en Algérie s'est présenté comme une alternative de gauche au communisme de style soviétique et un phare socialiste pour le Tiers Monde, en dépit de son hostilité à des initiatives indépendantes socialistes. Après l'interdiction du PCA, le FLN écrasa le *Front des Forces Socialistes* (FFS) basé en Kabylie, créé en Septembre 1963. Le régime militaire qui s'empara du pouvoir en Juin 1965 continua son hostilité à toute autonomie des groupes socialistes. *L'Organisation de la résistance populaire* (ORP), formée après le coup d'Etat par les membres du PCA interdit, et par des gauchistes proches du président déchu Ahmed Ben Bella, fut écrasée en quelques mois. L'organisation qui lui succéda, le *Parti de l'Avant-Garde Socialiste* (PAGS), fut fondée l'année suivante. Le PAGS continua l'orientation pro-soviétique du PCA, considérant l'approche du régime soviétique comme une étape anti-impérialiste. En 1971, le régime militaire prit un virage à gauche : en premier la nationalisation du pétrole et des réserves de gaz algériens, puis, au cours des deux années suivantes, la collectivisation de l'agriculture. Le PAGS considéra ces décisions positivement. De nombreux militants et sympathisants du PAGS travaillèrent dans le secteur public, et dans les années 1960 et 1970, l'influence du parti s'étendait au-delà de ses membres. Néanmoins, il ne pouvait guère entamer le régime militaire²⁰.

L'afro communisme

Les années 1970 ont vu une nouvelle vague de gauche comme dans la République populaire du Congo, le Bénin, la Guinée-Bissau, le Cap-Vert, Madagascar, l'Ethiopie, l'Angola et le Mozambique, tous épousèrent le marxisme-léninisme et, à des degrés divers, tissèrent des liens plus étroits avec l'URSS. Le climat politique était favorable à décider (top-down) des expériences socialistes. Le Mali fit une autre tentative de socialisme dans les années 1970 et 1980, comme l'a fait le Ghana dans les années 1980. Avec les bouleversements anti-autoritaires d'Asie et d'Amérique latine, les événements déclenchèrent une remise en cause de la politique étrangère américaine - les décideurs américains craignant que les nouveaux régimes ne deviennent pro-soviétiques - et cela entraîna une

¹⁷ Martin Kilson, 'Politics of African Socialism', *African Forum*, 1, 3, (Winter 1966), 17-26; Kwame Nkrumah, 'Some Aspects of Socialism in Africa', in W. H. Friedland and C. G. Rosberg, Jr, eds., *African Socialism* (Stanford, CA: Stanford University, 1964), 259-63.

¹⁸ J. K. Nyerere, *Ujamaa: The basis of African Socialism* (Dar es Salaam: Tanganyika African National Union, 1962).

¹⁹ Babu, A. M., *African Socialism or Socialist Africa* (London: Zed, 1981).

²⁰ Martin Evans and John Phillips, *Algeria: Anger of the dispossessed* (New Haven and London: Yale, 2007), 76, 80, 90-1.

augmentation de l'implication militaire américaine dans le Tiers Monde. Ainsi la *Guerre Froide* s'intensifia, produisant ce que Fred Halliday a appelé la deuxième Guerre Froide²¹.

Cela fut observé en Afrique du Sud, où les luttes contre le colonialisme et le gouvernement minoritaire blanc commencèrent à s'entremêler avec les ambitions de la *Guerre Froide*. Une caractéristique du marxisme-léninisme en Afrique du sud avait été son orientation vers la politique d'alliance, les communistes eux-mêmes étaient intégrés dans les mouvements de libération armés au Mozambique, en Angola et en Afrique du Sud. Ainsi, la lutte de guérilla au Mozambique et en Angola ont été menées par des mouvements dont certains membres avaient déjà adhéré au communisme dans les années 1950 alors qu'ils étudiaient au Portugal. Dans les deux cas le FRELIMO au Mozambique (*Frente de Libertação de Moçambique - Front de Libération du Mozambique*) et le MPLA de l'Angola (*Movimento Popular da Libertação de l'Angola – Mouvement populaire de libération de l'Angola*) sont progressivement devenus socialistes au cours de la lutte armée et à travers leurs contacts avec l'URSS.

Le coup d'Etat militaire au Portugal en Avril 1974 transforma les données politiques en Afrique australe, et le Mozambique et l'Angola sont devenus indépendants respectivement en Juin et Novembre 1975²².

Ce que David Ottaway et Marina Ottaway avaient dénommé l'Afrocommunisme, réalisa d'importants progrès en 1977, lorsque l'Éthiopie, le Mozambique et l'Angola adoptèrent le marxisme-léninisme comme idéologie d'État. Contrairement à d'autres états africains alignés sur le bloc soviétique, ils appliquèrent le marxisme-léninisme comme un paradigme de développement dirigé par l'État. Cela entraîna la construction d'un parti d'avant-garde, mit l'économie sous le contrôle de l'État, renforça les liens avec le bloc soviétique, embrassa la modernisation ; plutôt que le souci du socialisme africain rattaché à la tradition, se développèrent l'industrialisation, le travail collectif, et de la solidarité. Pourtant, dans la poursuite de leurs propres intérêts nationaux et la promotion du socialisme à leur propre rythme, leur approche a été considérée comme un homologue africain de l'eurocommunisme. Bien que l'URSS n'ait pas considéré leurs professions de foi au marxisme-léninisme dans sa valeur exacte, il a soutenu les pays africains qui lui paraissaient se déplacer vers le socialisme, et, en 1980 les trois pays avaient construit des partis politiques, organisé les paysans et développé des fermes d'État²³.

Les Ottaway soulignent les points communs de ces régimes et cherchent à expliquer les divergences survenues ultérieurement. Les régimes avaient suivi une même approche générale - développement fortement dirigé par l'État avec un programme collectiviste. En 1982, ils adhèrent encore au marxisme-léninisme, en dépit de leur frappante dépendance à l'investissement et à l'aide de l'étranger, et ont réorganisé la société civile à travers la formation de groupes de jeunes, associations de femmes, associations paysannes, des villages communaux et les syndicats, ce qui permettait d'empêcher des divisions ethniques ou culturelles. L'Éthiopie, avec sa structure de classe stratifiée, avait des cadres qualifiés à même de faciliter le développement institutionnel. En Angola et au Mozambique, en revanche, les colons portugais qui avaient géré la fonction publique l'ont déserté à l'indépendance. Non seulement les deux pays n'ont pas eu la capacité de poursuivre à grande échelle la collectivisation de l'agriculture, mais ils ont été déchirés par des guerres civiles entre 1975 et 2002 en Angola, et de 1977 à 1992 au Mozambique. En effet, en 1987, Marina Ottaway soutient que l'Afro-communisme est resté viable en Éthiopie, mais s'est embourbé en Angola et au Mozambique, les deux états devenant la proie des rivalités des superpuissances URSS, États-Unis et la Chine²⁴.

²¹ Fred Halliday, *The Making of the Second Cold War* (London: Verso, 1983).

²² Edward A. Alpers, 'The Struggle for Socialism in Mozambique', and Ken Brown, 'Angolan Socialism', both in Carl G. Rosberg and Thomas M. Callaghy, eds., *Socialism in Sub-Saharan Africa: A new assessment* (Berkeley: Institute of International Studies, 1979), 267-95 and 296-321.

²³ David Ottaway and Marina Ottaway, *Afrocommunism* (New York and London: Africana, 1981).

²⁴ Marina Ottaway, 'Afrocommunism Ten Years After: Crippled but alive,' *Issue: A journal of opinion*, 16, 1 (1987), 11-17.

Mais contrairement au Mozambique et à l'Angola, le virage à gauche de l'Éthiopie n'était pas le résultat d'une lutte anticoloniale ; la structure sociale du pays avait été à peine touchée par les brèves décennies d'expérience coloniale antérieure. Il reflète plutôt la tentative des militaires de se légitimer au pouvoir lorsque le régime de l'empereur Hailé Sélassié s'est effondré en 1974, suite à une révolte populaire qui venait d'en bas. Ce n'est qu'après les exécutions de masse des fonctionnaires de l'ancien régime, et l'ascendant de Mengistu Hailé Mariam après 1974, que le régime militaire a évoqué le socialisme en tant que stratégie de modernisation. En 1975, il a déclenché des réformes radicales - la nationalisation et l'abolition de la propriété privée. En contraste avec les luttes de guérilla de l'Afrique australe, lesquelles étaient imprégnées par les politiques d'alliance, les militaires de l'Éthiopie se sont trouvés isolés de la gauche civile. L'année suivante, Mengistu proclama son adhésion au «socialisme scientifique», coupant les liens avec les États-Unis et s'alignant sur l'URSS. *La Terre Rouge* - le massacre en masse de marxistes civils - commença à la fin de 1976 et ne se termina qu'en 1978 avec l'élimination de toute opposition à Mengistu. *La Corne de l'Afrique* fut également embrigadée dans la politique de la guerre froide, comme le régime militaire en Somalie qui expulsa les Soviétiques et se lia étroitement aux Américains. Ainsi, tandis que l'Éthiopie, le Mozambique et l'Angola poursuivaient leurs routes vers un socialisme dirigé par l'État, leurs itinéraires étaient très différents²⁵.

Rivalités de la guerre froide en Afrique australe

L'indépendance du Mozambique et de l'Angola inspira fortement et eut des répercussions pratiques sur la lutte de libération Sud-Africaine. Les efforts initiaux du SACP vers la lutte armée prirent fin en Juillet 1963, lorsque la plupart des principaux dirigeants de MK et plusieurs communistes plus anciens ont été arrêtés. À la mi-1963 la plupart des membres du Comité central du SACP étaient en prison ou en exil. En Novembre 1965, le SACP cessa son fonctionnement organique en Afrique du Sud.

L'aile extérieure du SACP prit la direction, installant son siège à Londres, Moses Kotane étant secrétaire général. L'exil renforça les relations du Parti avec les pays de l'Est (*le bloc de l'Est*), sans doute en raison de leur dépendance financière ; sa réponse à la crise de 1968 en Tchécoslovaquie fut pro-soviétique, dépourvue de critique. Il espérait infiltrer les troupes MK formées en Afrique et dans les pays d'Europe de l'Est à leur retour en Afrique du Sud. Mais des échecs militaires répétés contraignirent l'ANC à convoquer une conférence à Morogoro, en Tanzanie en Avril-Mai 1969. L'exécutif de l'ANC démissionna *en bloc*; et les communistes ont formé la majorité du nouvel exécutif. MK fut mis sous la supervision d'un «conseil révolutionnaire» qui répondait au nouvel exécutif et comprenait trois communistes non-africains.

Du point de vue du SACP, la conférence de Morogoro a été un succès. A la tête le communiste Joe Slovo rédigea la plus grande partie du document *Strategies and Tactics* (Stratégies et Tactiques) de l'ANC, et la conférence renforça l'alliance politique du SACP, de l'ANC, du MK et du *South African Congress of Trade Unions* (Congrès des syndicats sud-africains - SACTU). Pourtant, bien que les communistes étaient bien placés dans l'ANC et MK, le Parti lui-même ne

²⁵ John W. Harbeson, 'Socialist Politics in Revolutionary Ethiopia', in Carl G. Rosberg and Thomas M. Callaghy, eds., *Socialism in Sub-Saharan Africa: A new assessment* (Berkeley: Institute of International Studies, 1979), 345-72; Donald L. Donham, *Marxist Modern: An ethnographic history of the Ethiopian revolution* (Berkeley and Los Angeles: University of California and Oxford: James Currey, 1999), 127-39.

fonctionnait pas comme une entité collective. Il espérait encore que serait créée une «guerre populaire» associant la lutte armée et la mobilisation de masse. Mais la difficulté d'infiltrer des troupes l'en empêcha²⁶.

Pendant ce temps, la résistance populaire à l'intérieur de l'Afrique du Sud allait grandissante, preuves en étaient la croissance de la conscience noire, les mouvements syndicaux noirs, et le soulèvement de Soweto en 1976. En outre, divers courants socialistes contestèrent la position du SACP à gauche. Le Parti était prudemment critique. Les communistes figuraient en bonne place parmi les leaders en exil du SACTU, et le SACP fut hostile envers le nouveau mouvement syndical exigeant qu'il suive le Parti. En 1977, le SACP déménagea son siège à Luanda en Angola – plus près de chez lui.

Pourtant, la lutte armée fut bloquée. L'Accord Nkomati de 1984 entre le Mozambique et l'Afrique du Sud empêcha l'accès du MK au Mozambique et intensifia la pression sur les troupes MK en Angola. Le mécontentement dans les rangs MK – qui culmina avec une mutinerie en Angola – obligea à la tenue d'une autre conférence de l'ANC en Juin 1985 à Kabwe, en Zambie. La conférence de Kabwe souligna la nécessité d'élargir la lutte armée à une «guerre du peuple», totalement ouverte aux militants de l'ANC, et à tous les Sud-Africains, sans distinction de race - une autre victoire pour le SACP.

En Afrique du Sud la pression populaire contre l'apartheid augmenta de façon spectaculaire au cours des années 1980, une décennie d'intense débat idéologique socialiste. Le soulèvement Vaal de 1984-1985 introduisit dans l'aile gauche les débats sur la communauté et les luttes en milieu du travail, tandis que la croissance massive du mouvement syndical anti-capitaliste conduisit à la formation du *Congress of South African Trade Unions (COSATU - Congrès Syndical sud-africain)* en décembre 1985. Pragmatique, le SACP approcha les dirigeants du COSATU, et après concertation et batailles politiques, le COSATU s'aligna sur l'ANC et le SACP. A la fin des années 1980 le Parti avait rallié toute une gamme d'intellectuels de gauche dans ses rangs, et ses drapeaux (pancartes ?? mots d'ordre ??) furent observés dans des manifestations de masse en apparence sans limite qui se déroulaient à travers le pays. En 1987-1988 la bataille de *Cuito Cuanavale* en Angola fut le signal du changement dans l'équilibre des forces régionales, obligeant l'Afrique du Sud à se retirer de l'Angola et à repenser sa stratégie. Lorsque le SACP tint son septième congrès à La Havane à Cuba en Avril 1989, le spectre apparut que la classe dirigeante sud-africaine pousserait prématurément le mouvement de libération à des négociations. Le Parti continua à insister sur la lutte armée, l'organisation clandestine, l'action de masse et la pression internationale²⁷.

À l'extrémité nord du continent, un autre mouvement démocratique était en pleine évolution. Une conjoncture d'événements conduisit à Octobre 1988 -appelé par certain le premier printemps arabe, lorsque les soulèvements populaires en Algérie contraignirent l'Etat à parti unique à introduire des élections multipartites démocratiques.

En juin 1990, soixante-cinq pour cent des électeurs inscrits se sont déplacés pour les élections municipales et de wilaya. Elles se sont avérées une défaite majeure pour le FLN, qui récoltait vingt-huit pour cent des voix, et une calamité pour le PAGS, qui obtenait seulement 0,3 pour cent ; le FFS, lui, avait appelé à un boycott électoral. Le *Front Islamique du Salut (FIS)* obtenait 54 pour cent des suffrages, signe d'un profond désir de changement. Mais avant que les élections législatives n'aient été achevées, un coup d'Etat militaire en Janvier 1992 interrompit la transition démocratique. La loi martiale a été suivie d'une décennie de guerre civile²⁸.

²⁶ Maloka, *South African Communist Party*, chap. 3.

²⁷ Maloka, *South African Communist Party*, chaps. 4-6.

²⁸ Evans and Phillips, *Algeria*, 154-7; John P. Entelis, 'Algeria: Democracy denied, and revived?', *Journal of North African Studies*, 16, 4 (December 2011), 653-78.

La chute de l'URSS et de son impact sur le communisme en Afrique

Les événements algériens se chevauchaient avec les développements tumultueux en Europe de l'Est. Les soulèvements populaires de Août-Septembre 1989, la chute du mur de Berlin en novembre et l'effondrement éventuel de l'Union soviétique deux ans plus tard, eut des répercussions dramatiques à travers l'Afrique. Une succession de régimes de gauche - l'Éthiopie, la République populaire du Congo, le Bénin, l'Angola, le Mozambique et la Zambie - soit perdirent leur puissance soit, de façon dramatique, réorientèrent leurs politiques.

Mais des réponses africaines à l'effondrement du communisme international ont été variées et complexes, ce qui reflète les interactions entre les dynamiques nationales et mondiales. Au milieu des années 1980 le FMI et la Banque mondiale avec leurs programmes d'ajustement structurels ont systématiquement miné les ambitions socialistes pour la collectivisation et la redistribution sociale. La Tanzanie, le Mozambique et l'Algérie, par exemple, ont tous cédé aux pressions internationales pour la libéralisation de l'économie. En outre, l'aide soviétique s'assécha dès la fin des années 1980, Gorbatchev préconisait la réconciliation, plutôt que l'affrontement militaire pour résoudre les conflits locaux.

Alors que les pressions économiques minaient les régimes de gauche de l'extérieur, les critiques développaient des pressions intérieures. L'Éthiopie, l'Angola et le Mozambique furent toutes confrontées à des dissensions internes et la lutte de guérilla s'articula sur des revendications concurrentes pour le pouvoir ; comme le soutien soviétique était tari ils furent obligés de changer. En Algérie, le PADS se dissolva à la fin de l'année 1992, en partie à la suite de son échec électoral, en partie dans le contexte de l'effondrement du communisme ; certains de ses militants de l'aile gauche formèrent *Ettahaddi*, qui s'opposa farouchement aux Islamistes. Le *Parti Algérien pour la démocratie et le Socialisme* [PADS] fut formé en 1993 par des militants plus orthodoxes du PADS qui tentèrent de conserver la tradition communiste. Au XXI^e siècle, la société civile a ravivé un mouvement socialiste qui existe bien qu'éclectique, encore fragile et fragmenté.

Les événements en Europe de l'Est ont finalement acculé le SACP à sérieusement faire face à ses relations avec l'Union soviétique. Il le fit avec une étonnante rapidité. *Has Socialism Failed?*, de Slovo, publié en Janvier 1990, critiquait le stalinisme pour son leadership bureaucratique et autoritaire, son pouvoir restreint à une petite élite et un socialisme débarrassé de la démocratie. Mais il estimait néanmoins que le socialisme pouvait fonctionner démocratiquement sans les « distorsions » qui avaient caractérisé l'Union soviétique.

Avec la fin la Guerre Froide, les perspectives d'une transition négociée et démocratique semblait plus probable, et en Février 1990, le gouvernement sud-africain leva l'interdiction de l'ANC, du PAC et du SACP. Il intensifia sa pression sur l'ANC pour qu'elle suspende la lutte armée et qu'elle prenne ses distances avec le SACP. Une initiative clandestine de l'ANC fut dépeinte dans la presse comme un complot communiste, et le président FW de Klerk essaya - sans succès - de garder le SACP hors des négociations. En Juillet 1990, le SACP a été reconnu comme une organisation légale, et en Août l'ANC décida de suspendre la lutte armée.

Le SACP reconnu comme un parti légal de masse, put officialiser ses relations avec l'ANC et avec le COSATU dans une Alliance Tripartite. En Décembre 1991, le SACP se réclamait de plus de 21.000 membres, avec des fortes concentrations dans les zones industrielles du pays. A sa tête on trouvait des héros du

MK et les principaux syndicalistes du COSATU. L'effondrement de l'URSS avait été vécu de façon traumatisante par de nombreux militants ; Le manifeste du Parti soutint que les conditions internationales créaient des perspectives difficiles pour le socialisme, et que la classe ouvrière devait maintenir une «initiative stratégique» lors des négociations. Malgré les tensions énormes, notamment l'assassinat du secrétaire général du SACP Chris Hani, les premières élections démocratiques du pays se déroulèrent en Avril 1994.

Le SACP est l'un des très rares Partis communistes qui a survécu relativement indemne à l'effondrement de l'Union soviétique. Il l'a fait précisément en raison de son rôle dans la lutte armée et de son engagement à l'ANC. Le Parti conserve son adhésion à l'Alliance Tripartite dans l'espoir d'influencer la politique du gouvernement. Mais sa relation étroite avec l'ANC a délaissé COSATU, critique le plus virulent de la politique néolibérale du gouvernement.

Toutefois, le SACP joue un rôle de premier plan dans le *African Left Networking Forum* (forum réseau de la gauche africaine), créé à Johannesburg en Août 2008 avec le but de construire un réseau marxiste-léniniste en Afrique. Sa première conférence a eu lieu à Johannesburg en Août 2010 et comprenait des représentants du Parti communiste soudanais et des organisations de gauche du Botswana, du Tchad, de l'Ethiopie, du Kenya, du Mozambique, du Nigeria, du Rwanda, de la Somalie, de la Tunisie, de l'Ouganda et de la Zambie. L'Afrique a un large éventail de groupes socialistes indépendants, mais les communistes s'efforcent de conserver la tradition communiste, tout en construisant les liens à l'échelle de tout le continent.

Les mouvements communistes en Afrique ont été minoritaires, bien qu'ils aient régulièrement eu une influence bien au-delà de leur nombre, en particulier en Afrique australe. Néanmoins, alors que les communistes et les socialistes ont obtenu épisodiquement des avancées au cours de périodes sociales turbulentes, ils ont été incapables de capitaliser ces gains dans des élections multipartites. Avec les exceptions des mouvements de guérilla anti-coloniale en Angola et au Mozambique - qui avaient le soutien soviétique - les mouvements d'obédience communiste n'ont jamais gagné le pouvoir d'Etat. On peut dire que le Parti communiste le plus puissant d'Afrique, le SACP ne se sent pas en confiance pour débattre les élections avec ses propres idées, et nombre de ses membres préfèrent une relation étroite et confortable avec l'ANC plutôt que l'incertitude d'un profil indépendant. Cependant, le communisme a été adopté par un nombre significatif d'États comme une idéologie officielle pour promouvoir le développement économique et faciliter les alliances internationales. Tandis que des États ont géré des initiatives communistes et socialistes de façon antidémocratique et répressive, dans les tendances autoritaires des régimes à parti unique du XXe siècle, l'Afrique couvre tous les spectres idéologiques. Néanmoins, si les mouvements socialistes tendent à gagner du terrain, ils se doivent de répondre à la demande démocratique.

Select Bibliography

- Adi, Hakim, 'The Communist Movement in West Africa', *Science and Society*, 61, 1 (Spring 1997), 94-9.
- Babu, A. M., *African Socialism or Socialist Africa* (London: Zed, 1981).
- Bunting, Brian, ed., *South African Communists Speak: Documents from the History of the South African Communist Party 1915-1980* (London: Inkululeko, 1981).
- Donham, Donald L., *Marxist Modern: An ethnographic history of the Ethiopian revolution* (Berkeley and Los Angeles: University of California and Oxford: James Currey, 1999).
- Drew, Allison, *Discordant Comrades: Identities and Loyalties on the South African Left* (Aldershot: Ashgate, 2000 and Pretoria: Unisa, 2002).
- Drew, Allison, 'Bolshevizing Communist Parties – the Algerian and South African Experiences,' *International Review of Social History*, 48 (2003), 167-202.
- Hughes, Arnold, ed., *Marxism's Retreat from Africa* (New York: Frank Cass, 1992).
- Friedland, W. H. and C. G. Rosberg, Jr., eds., *African Socialism* (Stanford, CA: Stanford University, 1964).
- Ismael, Tareq Y. and Rifa'at El-Saïid, *The communist movement in Egypt, 1920-1988* (Syracuse: Syracuse University Press, 1990).
- Keller, Edmund and Donald Rothchild, eds., *Afro-Marxist Regimes: Ideology and Public Policy*, (Lynne Rienner, 1987).
- Maloka, Eddy, *The South African Communist Party in Exile, 1963-1990* (East Lansing: Michigan State, 2002).
- Ottaway, David and Marina Ottaway, *Afrocommunism* (New York and London: Africana, 1981).
- Ottaway, Marina, 'Afrocommunism Ten Years After: Crippled but alive,' *Issue: A journal of opinion*, 16, 1 (1987), 11-17.
- Padmore, George, *Pan-Africanism or Communism* (London, Dennis Dobson, 1956).
- Rosberg, Carl G. and Thomas M. Callaghy, eds., *Socialism in Sub-Saharan Africa: A new assessment* (Berkeley: Institute of International Studies, 1979).
- Sivan, Emmanuel, *Communisme et Nationalisme en Algérie, 1920-1962* (Paris: Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1976).